Chapitre 8

Pays-de-la-Loire

Superficie (km²) : 32 082	PIB 2015 (milliards €) : 104,5
Densité (hab./km²) : 116	PIB/emploi 2015 (€) : 69 437
Population 2015 : 3 716 068	Taux de chômage 1er trim. 2016 (%) : 8,8
Population 1990 : 3 055 197	Capitale régionale : Nantes
Évolution de la pop. 1990-2015 (%) : + 22	Région inchangée

Les Pays-de-la-Loire représentent 5,8 % de la surface et de la population du pays. Cette région, avec la Bretagne, a été perçue comme un Finistère éloigné de l'arc médio-européen, une région discrète, rurale, tranquille. Pourtant, depuis les années 1980, la société évolue rapidement et tous les indicateurs soulignent aujourd'hui le fort dynamisme de la région. Le rythme de la croissance de la population est un tiers supérieur à la moyenne nationale. La région représente 5,1 % du PIB, avec une croissance deux fois plus forte que la moyenne nationale. Les Pays-de-la-Loire portaient en eux des éléments sociaux (égalité, solidarité), économiques (ancrage, diversité) et géographiques (équilibre territorial, proximité parisienne, littoral), qui font sa force.

Le défi actuel des Pays-de-la-Loire est de gérer la contradiction entre la pérennité de la croissance résidentielle et productive, et la pérennité des qualités économiques, sociales et environnementales, supports de cette croissance.

L'Ouest intérieur

La région Pays-de-la-Loire croise un faisceau d'influences à la fois poitevines venues par la Vendée, bretonnes venues par la Loire-Atlantique et « françaises » par la Loire. Cette confluence a été le centre de l'éphémère royaume angevin des Plantagenêt au Moyen Âge, qui n'a toutefois pas suffi à transformer en centre cet interstice.

À la croisée des influences poitevines, bretonnes et françaises

Le sud de la Loire est marqué par des influences aquitaines et poitevines. Les plages de sable viennent mourir au bord de l'estuaire de la Loire, où elles se mêlent aux premières côtes rocheuses armoricaines. L'ensoleillement généreux entre Gironde et Loire permet la remontée des marais salants. La vigne et les toits de tuile romaine marquent les paysages jusqu'au fleuve, depuis le vignoble nantais du muscadet, jusqu'aux vignobles de l'Anjou entre Loire, Layon et Thouet. Le sud de la Vendée annonce la transition vers les pays charentais, avec de massives bâtisses de calcaire, les grandes cultures du Bassin aquitain, l'élevage ovin du Poitou et sur ces terres par ailleurs très catholiques, la présence d'une communauté protestante. Sur le Massif armoricain, le paysage est marqué par un bocage consacré à l'élevage de bovins pour la viande et de volailles. La maison vendéenne est basse, enduite et claire. Socialement, le Sud-Loire est marqué par le modèle de la Vendée choletaise.

La spécificité du modèle social et économique de la Vendée choletaise

Ce modèle conjugue forte initiative économique et conservatisme social. La Vendée choletaise comprend le sud de la Loire-Atlantique, les Mauges en Maine-et-Loire, les deux tiers nord de la Vendée et le nord du département des Deux-Sèvres. Sans unité administrative, cette région rurale, socialement homogène, s'est unie dans une armée « catholique et royale » en 1793. La sanglante répression qui s'en suivit marqua profondément la société qui n'eut de cesse d'inventer au pays une troisième voie de développement, à la fois locale et chrétienne, entre le capitalisme bourgeois urbain et le communisme athée. De cette histoire est né un district industriel localisé, un pays des usines à la campagne. De modestes familles ont développé de véritables groupes industriels (Arrivé, Fleury-Michon, Grimaud, Bénéteau, Bopy, Éram, etc.). Longtemps méfiant à l'égard des villes, ce secteur est entré depuis 2000, dans l'orbite coalescente de Nantes et d'Angers.

Au nord-ouest, l'influence bretonne ne s'exprime pas par la langue, qui n'a jamais été parlée à l'est d'une ligne allant, dans son expansion maximum au IXe siècle, du Mont-Saint-Michel à Guérande. Toutefois le climat océanique, les lourdes maisons de schiste aux toits d'ardoise pentus, les paysages agraires expriment l'Armorique. La surmortalité caractéristique de la Bretagne pénètre le nord de la Loire-Atlantique. L'expansion du bassin laitier breton borde la région de Châteaubriant à la Mayenne associé à la présence de porcs en hors-sol (rillettes du Mans) et de volailles labellisées (poulets de Louée). On trouve d'importants sites agro-alimentaires du lait et de la viande

(Cherré, Évron, Sablé-sur-Sarthe, Saint-Sylvain d'Anjou, Saint-Mars-la-Jaille, Ancenis). Le rayonnement de Rennes s'étire sur la Mayenne, ce que renforcera la future LGV Ouest. Nantes rayonne vers Vannes. La relation entre les deux villes est concurrentielle, malgré l'expression en 2008 des maires en faveur d'un rapprochement et la création en 2015 de la communauté d'universités Bretagne Loire.

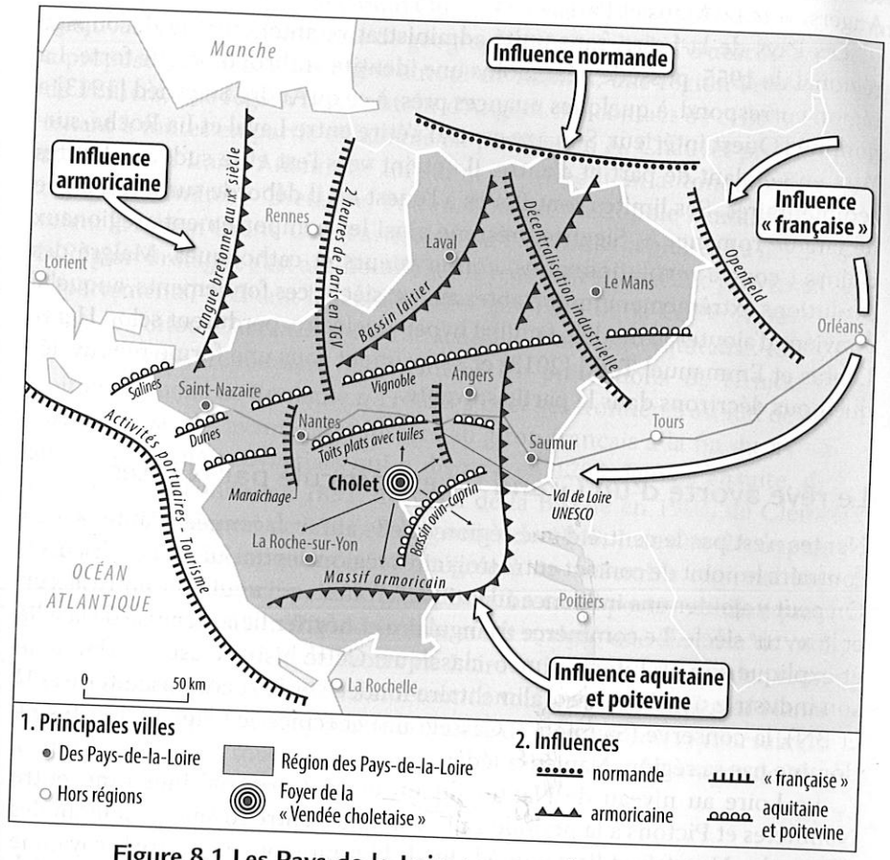

Figure 8.1 Les Pays-de-la-Loire : une confluence régionale

À l'est, l'influence « française » apparaît dans les paysages céréaliers du Bassin parisien qui viennent s'éteindre dans la Sarthe et le Saumurois. Historiquement, c'est par la Loire que s'est diffusée l'influence française. Le classement UNESCO de la Loire des châteaux royaux s'arrête entre Angers et Nantes. Le Conseil régional possède et valorise l'abbaye royale de Fontevraud : ce lieu fut la nécropole de la dynastie Plantagenêt qui tenta d'organiser politiquement la région entre France et Bretagne à partir d'Angers. L'élégante architecture ligérienne faite de tuffeau et d'ardoise de Trélazé, borde la Loire

jusqu'à l'estuaire. Les bassins maraichers de Nantes et de l'Authion forment les extrémités du « jardin de la France ». Ce savoir-faire ligérien enrichi par les plantes exotiques ramenées à Nantes au XVIIe siècle se prolonge dans la présence du pôle d'excellence végétale à Angers. Depuis sa montée en puissance autonome, le Conseil régional n'a eu de cesse de renforcer sa structuration interne par le renforcement des liaisons terrestres ouest-est de Nantes à Angers, vers Le Mans et Paris.

Les Pays-de-la-Loire, sans unité administrative antérieure au découpage régional de 1955, possède néanmoins une identité anthropologique forte. La région correspond, à quelques nuances près, à ce qu'André Siegfried [1913] a nommé l'Ouest intérieur. Son axe central s'étire entre Laval et La Roche-sur-Yon, en s'étalant de part et d'autre. Il s'éteint vers l'est et le sud, aux limites sédimentaires. Ses limites sont floues à l'ouest où il déborde sur la Bretagne de langue romane. A. Siegfried résume ainsi les comportements régionaux d'alors : contre-révolutionnaires, conservateurs et catholiques. Malgré des évolutions extrêmement importantes au XXe siècle, ces fondements, auquel il convient d'ajouter le modèle familial hyper-nucléaire, perdurent selon Hervé Lebras et Emmanuel Todd [2013] et s'expriment sous une forme renouvelée que nous décrirons dans la partie suivante.

Le rêve avorté d'un Grand Ouest articulé par Nantes

Nantes n'est pas le centre d'une région qu'elle aurait façonnée. Nantes est au contraire le point de contact entre trois aires régionales qui lui sont extérieures. On peut y ajouter une influence atlantique à l'ouest, qui a culminé entre le XVIe et le XVIIIe siècle. Le commerce triangulaire et négrier fit la richesse de la ville et explique son architecture néo-classique. Cette histoire est à l'origine de son industrie navale et agro-alimentaire fondée sur le sucre (biscuiteries LU et BN), la conserve (Saupiquet, Cassegrain) et l'épicerie (Tipiak). Nantes ne domine pas sa région, Nantes la fédère.

La Loire au niveau de Nantes fut un enjeu territorial incessant, entre Namnètes et Pictons à la période gallo-romaine ; entre royaume aquitain des Wisigoths, Neustrie et Bretagne à la fin de l'Empire romain ; entre le royaume carolingien et la Bretagne ; entre la Bretagne et le royaume des Plantagenêt ; sans parler de l'implantation normande au Xe siècle. Aujourd'hui encore, dans la région nantaise, on est du Sud-Loire ou du Nord-Loire et chacun ici comprend. Un écrivain local, en 1938, résumait ainsi cette distinction : « Au sud, le pain et le vin ; au nord, le cidre et la galette de blé noir ; au sud la tuile, au nord l'ardoise ; au sud la Vendée disciplinée, au nord la dure chouannerie ; au sud un esprit vif et délié, au nord l'esprit méthodique et patient. » Dans une version contemporaine, on pourrait ajouter : « Au sud la Vendée conservatrice, au nord la Bretagne socialiste ; au sud un esprit entreprenant, au nord l'esprit contestataire. » Même, les supporters de football chantent l'identité composite de la ville : « Du nord au sud de la Loire, de la Bretagne à la Vendée, nous sommes ici pour supporter les Canaris. » Le label « Produit en Bretagne » inclut la Loire-Atlantique ; les labels brioche, jambon ou mogettes « de Vendée » inclut aussi le Sud-Loire.

La révision régionale de 2015 aurait pu être l'occasion d'une véritable réflexion pour articuler le Grand Ouest. Dans une vision prémonitoire, Alain Chauvet [1985], dans sa thèse de géographie régionale de l'Ouest de la France, a proposé une région Bretagne autour de Rennes, une région Poitou autour de Poitiers, une région Loire autour d'Angers. Au contact de celles-ci, appartenant à toutes en partie et aucune en particulier, A. Chauvet proposa pour Nantes et la Loire-Atlantique un statut métropolitain autonome. Selon lui, ces quatre entités – Bretagne, Poitou, Loire et métropole nantaise – formeraient la région Grand Ouest articulée par Nantes, sa capitale. Au lieu de cela, la Région Bretagne s'est arc-boutée sur la reconstitution d'une province à cinq départements, excluant l'idée de s'allier aux Pays-de-la-Loire. Après hésitations, le Poitou-Charentes a été rattaché à la Nouvelle-Aquitaine. Rappelons pourtant que, repoussant difficilement les prétentions de l'Anjou et du Poitou, le duché de Bretagne n'a réussi à fixer ses frontières au sud de Nantes qu'au XIIIe siècle, avant d'être intégré au giron français à la fin du XVe siècle, sous une forme provinciale qui a disparu en 1789. Jamais ensuite, depuis la carte de P. Foncin en 1891, de Vidal de la Blache en 1903, de Clémentel en 1919, des régions de 1941, des igamies de 1948, jusqu'au découpage de 1955, la Loire-Atlantique n'a été intégrée à un ensemble régional breton. Ainsi aujourd'hui encore, les régionalistes bretons, portés médiatiquement par les charmes de la celtitude, et très actifs malgré une absence de mobilisation populaire (2,67 % des votes de Loire-Atlantique au premier tour des élections régionales de 2015), s'entêtent-ils toujours à revendiquer Nantes et la Loire-Atlantique comme partie exclusive de leur territoire, poursuivant un combat millénaire, toujours disputé, jamais achevé. Au détriment de Nantes et des Pays-de-la-Loire.

Une région de cohésion sociale

Région de développement récent, la mémoire de la frugalité paysanne renvoie ici à un passé proche. C'est pourquoi la transformation de l'économie, l'amélioration des conditions de vie et d'éducation, l'ascension sociale, l'ouverture culturelle donnent au présent un bel optimisme. Les Pays-de-la-Loire ont été classés en tête des régions pour sa capacité à combiner performances économiques et cohésion sociale. Région d'équilibre territorial, d'égalité, de solidarité, de modération, les Ligériens sont discrets, appliquant le vieil adage qui dit que pour vivre heureux, il faut vivre caché.

Une région d'équilibre territorial

Les Pays-de-la-Loire sont une région de ruralité tardive. La moitié des Ligériens habitent dans des communes rurales selon les critères européens. Seulement 20 % vivent dans de l'urbain très dense, 27 % vivent en espaces urbains intermédiaires, petites villes ou périurbain. De plus, les espaces ruraux ligériens ont une démographie quatre fois plus dynamique que les zones urbaines.

Les Pays-de-la-Loire sont maillés par une armature urbaine allant de la grande métropole aux bourgs. La région compte trois villes universitaires – Nantes, Angers et Le Mans –, ayant chacune des antennes dans cinq villes moyennes – Saint-Nazaire, La Roche-sur-Yon, Laval, Cholet et Saumur. Le maillage des petites villes est dense. Les Sables d'Olonne, Pornic, La Baule et Guérande sont reliées par un cordon de stations balnéaires de la baie de l'Aiguillon à l'estuaire de la Vilaine. D'importantes petites villes industrielles, dépassant souvent 10 000 habitants, quadrillent les campagnes : Ancenis, Châteaubriant, Chemillé, Montaigu, Challans, Les Herbiers, Fontenay-le-Comte, Luçon, Château-Gontier, Mayenne, Évron, Château-du-Loir, La Flèche, La Ferté-Bernard, Mamers, ou encore Sablé-sur-Sarthe. Un réseau de gros bourgs-centres bien équipés, de 3 000 à 10 000 habitants, complète ce réseau. Les campagnes sont peuplées et rares sont les poches de faibles densités. C'est pourquoi, bien qu'une majorité des Ligériens vivent en espace rural, l'accès aux équipements est excellent : 89 % des habitants accèdent au panier de vie courante en moins de 7 minutes selon l'INSEE.

Du fait de la forte fécondité, le déclin démographique des campagnes a été limité entre la fin du XIXe siècle et les années 1960 où l'industrialisation rurale a stabilisé la population. L'urbanisation a été tardive et une phase courte dans l'histoire. À partir des années 1970, du fait de l'automobile et de la mutation macro-économique, les flux migratoires se sont inversés en faveur des espaces ruraux. Si l'onde fut d'abord périurbaine, cette dynamique s'inscrit aujourd'hui dans une logique régionale qui couvre le sud et l'ouest de la France. Les campagnes ont donc conservé densité et diversité.

La Loire-Atlantique est le département le plus urbanisé avec 62 % d'urbains. L'unité urbaine de Nantes compte environ 615 000 habitants, celle de Saint-Nazaire 150 000 habitants. Le Maine-et-Loire et la Sarthe, centrés autour d'Angers (221 000 hab.) et du Mans (211 000 hab.) entre 50 % d'urbains répartis entre plusieurs villes et bourgs pour la Maine-et-Loire et groupés autour du Mans en Sarthe. La Mayenne et la Vendée demeurent des départements ruraux structurés par des gros bourgs ou des villes qui restent petites, en dehors des deux préfectures.

Une région d'égalité et de solidarité

Les Pays-de-la-Loire ont longtemps été une terre de forte pratique religieuse et restent un bastion de l'enseignement catholique. La structure familiale traditionnelle résiste. E. Todd a exprimé la permanence sociale de l'héritage chrétien, à travers l'expression de « catholicisme zombie ».

Les Pays-de-la-Loire forment une région égalitaire où les écarts sociaux sont faibles. Le taux de chômage est parmi les plus faibles de France, en particulier chez les jeunes. Les écarts de revenus sont faibles. La région est épargnée par la très grande pauvreté. Et, en dehors des grandes villes, les professions à très hauts revenus sont rares. De même, la région compte peu de « sans diplôme » et de « très diplômés ». L'enseignement catholique a longtemps soutenu une formation professionnelle des masses. Ici, la véritable réussite s'exprimait par une réussite collective au pays, qui culminait dans la création d'une entreprise et l'offre d'emplois au village, et non pas la réussite d'études qui entraînait une migration vers les villes ou la quête d'emploi dans la fonction publique d'État, mal aimée ici depuis la Révolution puis la Séparation de l'Église et de l'État en 1905.

La formation professionnelle et les classes moyennes techniques sont toujours extrêmement développées. Avant les années 1980, le baccalauréat était rare. Aujourd'hui, on observe un important rattrapage éducatif : les jeunes bacheliers de l'Ouest sont ceux qui font le plus d'études post-bac. Les Pays-de-la-Loire jouissent enfin d'une relation assez égalitaire entre hommes et femmes. Selon H. Lebras et E. Todd [2013], cette avance féminine est liée au catholicisme tardif porteur d'un culte marial et au modèle familial hyper-nucléaire centré sur la Mayenne qui, fondé sur le lien conjugal entre un homme et une femme, donne à celle-ci un statut central.

Les Pays-de-la-Loire sont une région de mobilisation et de solidarité, héritées du mouvement social-chrétien. Cette qualité est visible à travers de nombreux indicateurs. L'intercommunalité est ici une pratique ancienne et très avancée. Dès 1992 et la loi sur les communautés, les SIVOM (Syndicat intercommunal à vocations multiples) cantonaux ont évolué en EPCI (Établissement public de coopération intercommunale). La loi récente sur les communes nouvelles trouve également un écho. Par exemple, les Mauges structurées en un syndicat mixte de pays de plus de 90 000 habitants, six communautés de communes et 63 communes, ont évolué en 2015, en six communes nouvelles de 12 000 à 25 000 habitants chacune, formant une communauté d'agglomération totalement rurale puisque la plus importante unité urbaine compte à peine 9 000 habitants. La solidarité s'exprime entre les nombreuses entreprises familiales qui recourent plus qu'ailleurs à des collaborations financières ou organisationnelles, qui soutiennent leur compétitivité.

Le poids de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans l'économie régionale

L'ESS regroupe des activités associatives, coopératives et mutualistes. Son poids dans l'économie régionale est important. En Loire-Atlantique, Maine-et-Loire et Vendée, elle comprend 15 à 20 % des salariés. Cela est plus faible en Sarthe et en Mayenne. La région compte 2 000 coopératives, de l'agriculture (Terrena) à la banque (Crédit Mutuel) en passant par le commerce (Système U) ; 170 SCOP et SCIC. Outre leurs qualités sociales, ces structures ont aussi la culture collective du territoire.

Les secteurs les plus concernés sont les coopératives agricoles et maritimes, l'appui aux travaux agricoles, les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), la gestion des personnels non-enseignants des écoles catholiques, l'animation culturelle et sportive pour les jeunes, les mutuelles de santé communales, le réseau d'aide à domicile, les établissements pour personnes âgées, l'insertion professionnelle, la collecte et le recyclage des déchets, où la région est très avancée. Moins marquée par la contestation que par la mobilisation, l'ESS régionale cherche à apporter réponse aux problèmes non résolus par le marché ou l'État.

Une région de modération

Ici les campagnes sont traditionnellement de droite et les villes de gauche. À cela il convient d'apporter une nuance : cela n'est vrai que sur le Massif armoricain, les marges sédimentaires du sud-Vendée, du Saumurois et du bassin parisien sarthois sont traditionnellement de gauche. Tous les conseils départementaux ont toujours été majoritairement à droite, sauf la Loire-Atlantique depuis 2001.

L'homogénéisation de la vie politique nationale, le mouvement périurbain, la translation du PS vers le centre ont favorisé le basculement à gauche de l'ensemble des aires urbaines régionales. C'est pourquoi le Conseil régional a été gagné par le PS en 2004 : Jacques Auxiette, ancien proviseur, maire de La Roche-sur-Yon, est élu président. En 2015, la Région est récupérée par la droite. Un autre vendéen, Bruno Retailleau, UMP, sénateur proche de Philippe de Villiers, prend la présidence. Si le nord de la Loire-Atlantique a suivi la Bretagne dans son basculement socialiste, la Vendée, le Maine-et-Loire et la Mayenne restent des bastions de la droite. Les partis extrêmes ont des scores faibles. Toutefois, une avancée récente du vote Front national marque le littoral balnéaire et les campagnes anciennement de gauche, la Sarthe et le Saumurois dans le prolongement du vote du Bassin parisien et plus modestement du Sud-Vendée, dans le prolongement du vote des pays de Garonne. La gauche anticapitaliste reste ancrée en Basse-Loire et au Mans, foyers de la grande industrie.

Modération ne signifie pas absence de contestation. Celle-ci traverse la vie locale, comme la crise du lait des années 2015-2016 en Mayenne, mais c'est surtout en Loire-Atlantique qu'elle s'exprime depuis les luttes foncières paysannes qui se sont traduites par une forte présence de la Confédération paysanne, les mouvements ouvriers de la Basse-Loire, jusqu'à la question actuelle du projet d'aéroport à Notre-Dame des Landes. Le tempérament modéré des Ligériens peut être incarné par François Fillon (UMP), président du Conseil régional et Premier ministre de Nicolas Sarkozy de 2007 à 2012, et par Jean-Marc Ayrault (PS), maire de Nantes et Premier ministre de François Hollande de 2012 à 2014 : leur personnalité était discrète presque transparente, calme presque austère, peu encline aux démonstrations d'aucune sorte.

Une région attractive aux bases diversifiées

La démographie régionale est soutenue par une attractivité résidentielle, liée à son inscription dans l'imaginaire du tourisme [Viard, 2009]. Sa dynamique économique est l'autre moteur de sa croissance. Les Pays-de-la-Loire offrent 1,5 million d'emplois. Le chômage est parmi les plus faibles de France. Entre 1993 et 2013, la région est passée du 8e au 4e rang pour son PIB par habitant. L'emploi régional est plus agricole (4 %), plus industriel (16,6 %) et plus lié au BTP (7 %) que dans le reste de la France, pourtant la région a bien résisté aux crises récentes.

Une attractivité récente

Avant 1975, la croissance démographique était un peu inférieure à la moyenne française. La région était féconde, mais son bilan migratoire a été longtemps médiocre. L'industrialisation fut tardive et s'est fondée sur une main-d'œuvre locale pléthorique. Les Pays-de-la-Loire ne furent donc guère une terre d'accueil, à l'exception de Bretons venus travailler en Basse-Loire. Les étrangers ne représentent que 1,9 % de la population (France : 5,8 %). La moitié vivent dans les villes et sont originaires d'Afrique du nord et subsaharienne. L'autre moitié se compose de Britanniques et de Néerlandais vivant dans les campagnes.

Depuis 1975, les Pays-de-la-Loire connaissent une croissance plus forte que la moyenne française. La région reste féconde. Ce qui change : c'est l'excédent migratoire, sauf en Mayenne. Les Pays-de-la-Loire se situent dans un mouvement résidentiel de proximité organisé entre l'Île-de-France et le nord-ouest français. La région attire principalement des retraités, ainsi que des Franciliens de plus de 30 ans, après un début de carrière parisien. La région perd des 15-25 ans, toutefois ce déficit s'atténue.

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

Tableau 8.1 Les dynamiques démographiques départementales (INSEE)

	Population 2013	Croissance annuelle 2008-2013 (hab.)	Évolution annuelle (%)	Part du bilan migratoire (%)
Vendée	655 500	+ 7 720	+ 1,2	80
Loire-Atlantique	1 328 600	+ 14 550	+ 1,1	50
Maine-et-Loire	800 200	+ 5 070	+ 0,6	25
Sarthe	570 000	+ 1 890	+ 0,3	15
Mayenne	307 500	+ 900	+ 0,3	0

Source : INSEE, 2016.

L'attrait de la côte

Si la région est attractive, elle le doit en partie à ses 450 km de côtes. Une première génération de stations est née au XIXe siècle, avec l'arrivée du train et des villégiatures autour de la baie de La Baule et des ports de pêche des Sables d'Olonne, de Pornic et du Croisic. Une seconde génération de stations, familiales et populaires, est née dans les dunes au milieu du XXe siècle, avec des campings, des maisonnettes, des grands ensembles de front de mer et des colonies de vacances, comme à Saint-Jean-de-Monts ou Saint-Brévin. Une troisième vague, pavillonnaire, a submergé le littoral, à partir de la fin des années 1990, jusqu'à se mettre en danger : en 2010, la submersion provoquée par la tempête Xynthia a noyé à La Faute-sur-Mer une trentaine d'habitants dans leur maison.

Le tourisme de masse crée de la richesse, permet le maintien des marais salants à Noirmoutier et Guérande, porte une économie de loisirs rétro-littorale comme le Grand Parc du Puy du Fou, qui avec 2,2 millions d'entrées par an, est le deuxième parc d'attraction français. Toutefois, la pression touristique génère une consommation foncière frénétique, des enjeux liés à la remontée du niveau marin, un déficit structurel d'eau. Hors de la côte, le tourisme a des impacts limités. Des résidences franciliennes mitent le Perche sarthois, des Britanniques habitent les campagnes isolées du sud de la Vendée ainsi que les collines du Nord-Mayenne. Les bords de Loire et ses châteaux sont longés par la piste « Loire à Vélo » qui relie la mer Noire à l'Atlantique. Nantes développe « Le voyage à Nantes » pour favoriser un tourisme urbain estival. Le tourisme couvre la même aire d'attraction nord-ouest que les migrations résidentielles, à laquelle s'ajoutent 16 % d'étrangers.

Le tourisme balnéaire évolue vers une migration résidentielle définitive, en particulier de retraités. On observe sur la côte une dégradation du bilan naturel, une augmentation du revenu moyen, une accentuation des écarts de revenus et une droitisation des votes. Mais ces installations concernent également les actifs. En Loire-Atlantique, la côte devient une banlieue balnéaire

de Nantes ou de Saint-Nazaire. Ainsi, les lieux de tourisme sont-ils les précurseurs d'une quête résidentielle non plus seulement fondée sur la proximité au lieu de travail, mais grâce à la mobilité, orientée vers la qualité de vie.

L'affirmation métropolitaine de Nantes

L'unité urbaine de Nantes offre 331 500 emplois. Depuis 1975, un emploi régional sur trois y a été créé alors qu'elle ne représente que 22 % de l'emploi régional et 16,7 % de la population. De plus, et contrairement aux autres villes régionales, la métropole semble insensible à la crise. La ville concentre aujourd'hui à elle seule 40 % des cadres des fonctions métropolitaines régionaux (Angers : 12 % ; Le Mans : 10 %).

La métamorphose de Nantes

Ville industrielle jusqu'au début des années 1980, la nouvelle économie a transformé l'activité, la composition sociale et le paysage urbain de la ville, la transformant en une métropole créative, branchée et verte. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes de 1989 à 2012, a incarné cette métamorphose. La première ligne de tramway avait été ouverte en 1986, depuis la politique en faveur des transports en commun et l'usage du vélo en ville est une constante. Le péricentre industriel des bords de Loire, abandonné par la fermeture des chantiers navals en 1987, a été transformé par un très vaste et très ambitieux projet urbain nommé « Île de Nantes », comprenant un quartier résidentiel branché (7 500 logements, 160 hectares d'espace public) et des services métropolitains (300 000 m² de bureaux, nouveau CHU). Un marketing territorial offensif s'appuie sur la culture et la création. Citons le slogan « L'effet côte Ouest », le festival classique « Les Folles Journées », le parcours d'art contemporain « Le Voyage à Nantes » ou encore le fameux éléphant des « Machines de l'Île » devenu l'un des symboles de la ville.

Le développement de Nantes ne se fait pas aux dépens des autres villes de la région. Angers et Le Mans, ont connu une croissance de l'emploi : + 0,9 % et + 0,5 %/an en moyenne depuis 1975. Après des difficultés dans les années 2000 avec la fermeture de Thompson, de Nec et des réductions d'effectifs chez Bull, Thyssen ou Scania, Angers développe aujourd'hui une économie du savoir autour du végétal et de l'électronique de précision. Le Mans a bénéficié après la Première Guerre mondiale de la délocalisation stratégique vers l'ouest d'industries des chemins de fer et de l'armement. Renault y devient le premier employeur, avec plus de 10 000 emplois en 1970. L'automobile y est célébrée à travers les célèbres « 24 H du Mans ». La robotisation et la délocalisation frappent durement la ville, les emplois s'effondrent chez Renault où ils sont actuellement autour de 1 700. Les assurances MMA connaissent également un essoufflement récent.

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

Tableau 8.2 Évolution de l'emploi par département et par types de villes

	Emplois en 2013	Évolution 1975-2013	Évolution 1999-2007	Évolution 2007-2013	Poids dans l'emploi en 2013 (%)	Poids dans les créations 1975-2013 (%)
44-Loire-Atlantique	573 200	+ 217 650	+ 11 500	+ 5 600	38,1	52
49-Maine-et-Loire	324 300	+ 71 300	+ 3 900	+ 500	21,6	17
53-Mayenne	127 260	+ 13 530	+ 1 000	– 150	8,5	3,2
72-Sarthe	221 900	+ 23 760	+ 2 500	– 1 000	14,7	5,7
85-Vendée	259 000	+ 92 620	+ 5 000	+ 1 300	17,2	22,1
Agglo. de Nantes	331 400	+ 142 316	+ 7 500	+ 3 360	22	34
Agglo. d'Angers	118 530	+ 35 030	+ 1 050	+ 90	7,9	8,4
Agglo. du Mans	107 670	+ 18 844	+ 1 400	– 350	7,2	4,5
5 villes moyennes	51 450	+ 9 779	+ 800	+ 200	3,4	2,3
4 petites villes balnéaires	42 120	+ 16 989	+ 870	+ 60	2,8	1,3
5 pet. villes indus. 44-85	64 570	+ 27 289	+ 1 308	+ 222	4,3	6,5
6 pet. villes indus. 53-72	61 790	+ 23 542	+ 945	– 226	4,1	5,6
Pays-de-la-Loire	1 505 660	+ 418 760	+ 23 800	+ 6 358	100	100

Source : INSEE.

Cinq villes moyennes aux dynamismes variés

La Roche-sur-Yon est une ville nouvelle napoléonienne longtemps endormie qui bénéficie de la forte dynamique économique et résidentielle locale. Saint-Nazaire, ville née de la translation avale des activités industrialo-portuaires nantaises, a connu une crise de la construction navale au cours des années 1980. Aujourd'hui, la ville abrite, outre le raffinage pétrolier, deux grands donneurs d'ordre régionaux : Airbus (5 800 emplois et deux sites en Loire-Atlantique) et les chantiers navals (4 500 emplois directs), avec des carnets de commande bien remplis. Les aléas internationaux pèsent sur le climat économique de la ville. Toutefois Saint-Nazaire, ville reconstruite après les bombardements à l'image du Havre ou de Brest, ville industrielle répulsive, évolue vers une image de ville balnéaire. Cholet ne possède pas ce potentiel. Grosse bourgade des Mauges, elle doit sont développement au formidable essor des campagnes industrielles au cours des Trente Glorieuses. Ville fordiste sans centre-ville de qualité, elle peine à trouver sa place depuis les délocalisations des années 1980, entre des petites villes industrielles et les métropoles. Le développement de Laval a été soutenu par son statut de préfecture, la décentralisation des années 1960 et une activité endogène agro-alimentaire (Lactalys) dynamique. Enfin, Saumur souffre tout à la fois d'un environnement rural atone et d'un tassement de sa fonction militaire connue par l'académie équestre du Cadre Noir.

La résilience industrielle des petites villes

Les petites villes industrielles sont une des forces des Pays-de-la-Loire. Elles fournissent 8,5 % de l'emploi régional et sont très dynamiques. Elles sont aussi très résilientes, résistant plutôt bien aux récentes crises, en particulier au cœur du district industriel de la Vendée choletaise. Là, l'emploi industriel représente encore presque 30 % de l'emploi local, il n'est en léger recul que depuis dix ans. Secteur originel de ce système, la chaussure et la confection fournissaient 40 % de la production nationale vers 1970, il n'en reste presque rien. La concurrence des pays à faible coût de main-d'œuvre a entraîné la disparition d'entreprises comme GEP ou La Fourmi, certaines ont été rachetées (Musset, GBB). Les sièges sociaux de quelques-unes ne sont restés au prix de la délocalisation de la production (Éram, Bopy). La confection a suivi la même trajectoire, ne résistant que sur des niches comme la conception de la mode enfantine (Catimini, IKKS, CWF), soutenu par la création d'un « Pôle enfant ». Pourtant, le relais a été pris par un secteur agro-alimentaire puissant, en forte croissance (Fleury-Michon, La Boulangère, Pasquier, La Mie Câline, Maître Coq, Sodebo, Charal) ; l'industrie du caoutchouc et de la plasturgie liée au nautisme de plaisance (bateaux), de croisière (cabines de douches des paquebots) et au tourisme (mobile-homes) ; la menuiserie industrielle ; les matériels de transport (Manitou) et la métallurgie.

Une agriculture puissante qui mise sur la diversité la qualité

Jusque dans les années 1950, l'agriculture fournissait la moitié des emplois de la région. L'histoire agricole de l'Ouest est marquée par un passage rapide, au cours des années 1960, d'une paysannerie pléthorique pratiquant une agriculture traditionnelle à un monde agricole organisé pratiquant une agriculture mécanisée, spécialisée et intensive. Deux générations plus tard, l'emploi agricole ne concerne que 4 % de l'emploi.

Omniprésente, l'agriculture occupe 70 % du territoire. La région est la deuxième puissance agricole après la Bretagne. Ici, le modèle productiviste est moins abouti et les productions sont plus diversifiées et qualitatives, ce